

A Call to

Defend Democracy

10 Priorities for the EU



Appel pour la défense de la démocratie : 10 priorités pour l'Union européenne

Du 6 au 9 juin 2024, les électeurs européens, soit près de 450 millions de citoyens, participeront aux élections du Parlement européen. Ces élections sont l'occasion de réaffirmer l'engagement fondamental de l'Union européenne en faveur des valeurs démocratiques et son rôle vital en tant que pilier du développement démocratique dans un monde de plus en plus autoritaire.

Aujourd'hui, la démocratie est mise à mal, tant au niveau mondial qu'à l'intérieur des frontières de l'Union. Les institutions européennes, gardiennes du projet multinational le plus abouti jamais mené pour défendre les valeurs de démocratie, de paix, de développement durable et de multilatéralisme, portent une responsabilité historique à un moment critique.

Nous, dirigeants issus de différents pays et horizons, appelons donc les futurs décideurs de l'Union à tenir compte des dix priorités énoncées ci-dessous pour que la démocratie, au sein et en dehors de nos frontières, figure en tête de l'agenda politique de l'Union pour la durée de leur mandat et au-delà.

La démocratie est menacée

De nombreux éléments montrent que la démocratie est, de loin, la forme de gouvernance préférée de la majorité de la population mondiale, considérée comme le meilleur garant du développement humain et d'un espace civique dynamique et pluraliste. Pourtant, les inégalités socio-économiques croissantes, la corruption, la polarisation, la désinformation et les incertitudes aiguës nées de la crise climatique et des technologies de rupture ont érodé la satisfaction et attiser le mécontentement à l'égard des institutions démocratiques dans de nombreux pays. Ce processus a coïncidé avec d'importants changements géopolitiques qui n'ont pas manqué de renforcer l'influence et l'audace de certains régimes autoritaires, ainsi que la coordination entre eux.

L'affaiblissement de la démocratie dans le monde s'est accompagné d'un accroissement des conflits à l'échelle planétaire, avec pour conséquence une intensification des flux migratoires, des pénuries d'énergie et des perturbations des échanges commerciaux, faisant naître la nécessité d'investir massivement dans la défense, et ce pour de nombreuses années à venir. Pour la plupart des pays du monde – et c'est certainement vrai pour l'Union européenne – l'érosion mondiale de la démocratie est devenue une menace pesante pour leur sécurité.

Ces défis convergents font peser un risque réel en cette année d'élections mondiales pour les États membres de l'Union, ainsi que certains de ses partenaires clés, qui pourraient assister à la montée d'acteurs politiques antidémocratiques. Cela a déjà été observé dans certains pays de l'Union, où les principes fondamentaux de gouvernance démocratique, des droits fondamentaux et de l'état de droit connaissent un net recul depuis plusieurs années. Ces tensions sapent non seulement les valeurs démocratiques fondatrices de l'Union, mais aussi la crédibilité de ses efforts pour renforcer la démocratie dans le monde.

A Call to

Defend Democracy

10 Priorities for the EU



L'Union européenne : leader de la démocratie

L'Union fait figure de leader mondial en matière de défense de la démocratie. Depuis des décennies, les politiques extérieures de l'Union ont fait progresser la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit sur tous les continents. Aujourd'hui, l'Union et ses États membres sont les plus grands défenseurs de la démocratie dans le monde. Malgré la défiance observée à l'égard de l'état de droit au sein de l'Union, les citoyens du monde entier considèrent encore que l'Union est un acteur indispensable pour la promotion des valeurs démocratiques universelles, telles que les droits de l'homme et une gouvernance responsable. En outre, en tant qu'instance normative internationale dans les nouveaux domaines tels que la protection des données, la numérisation et la gouvernance des plateformes et des technologies numériques (l'intelligence artificielle, par exemple), l'Union a encore renforcé sa capacité à soutenir les citoyens qui se battent contre le contrôle autocratique. L'Union a fait preuve d'une volonté louable d'expérimenter des innovations démocratiques afin de rapprocher ses institutions des citoyens européens et d'encourager la participation des citoyens à l'élaboration des politiques au sein de ses États membres.

Appel à privilégier la démocratie

Surmonter les défis tels que la montée de l'extrémisme, l'ingérence électorale, la diffusion d'informations manipulatrices et les menaces contre les journalistes ne saurait être possible qu'en garantissant des démocraties fortes dans les États membres européens. En outre, la sauvegarde de la démocratie à l'intérieur de ses frontières renforce la légitimité de l'Union à l'échelle internationale. Afin de mieux défendre la démocratie et l'état de droit au sein de l'Union européenne, nous proposons les priorités suivantes :

1. Intégrer la démocratie en tant qu'ambitieux programme de travail dans les fonds régionaux, la politique agricole et les fonds de relance de l'Union, reposant sur des principes toujours plus démocratiques.
2. Élargir la boîte à outils de l'Union pour faire respecter l'état de droit à l'intérieur de ses frontières, en l'utilisant de manière cohérente, transparente et avec la volonté de protéger pleinement les intérêts financiers de l'Union, tout en poursuivant les efforts visant à reconnecter les citoyens avec la démocratie.
3. Préserver et renforcer les efforts de la Commission européenne visant à lutter contre la désinformation, à promouvoir la liberté et le pluralisme des médias en soutenant les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme, et à réglementer le rôle de l'argent dans la politique.
4. Placer les considérations relatives à la démocratie et aux droits de la personne au centre de la réglementation et de l'application des technologies numériques nouvelles et émergentes, et offrir un meilleur accès aux données à des fins de suivi par les experts.
5. Renforcer le soutien aux institutions démocratiques représentatives, aux partis politiques, aux organisations de la société civile et aux médias indépendants et favoriser la participation citoyenne à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union, notamment à travers des mécanismes visant à signaler les restrictions illégales à leur encontre, et à décourager les États membres d'adopter des

A Call to

Defend Democracy

10 Priorities for the EU



lois et de mener des activités susceptibles d'entraver l'espace civique et les droits fondamentaux.

6. Confier à un commissaire européen la responsabilité d'œuvrer en faveur de la démocratie. Celui-ci aura le profil et les antécédents nécessaires et disposera des ressources suffisantes pour mener à bien cette mission cruciale.

Sur le plan extérieur, nous attendons de l'Union qu'elle défende ses valeurs fondatrices face aux menaces en matière de sécurité, de migration, d'énergie et de commerce. Nous attendons d'elle qu'elle place la démocratie au cœur de ces projets et reconnaisse que les intérêts de l'Union ne seront jamais mieux protégés que dans un monde plus démocratique. Nous demandons donc l'adoption des priorités suivantes par l'Union:

7. Intégrer la démocratie dans les programmes commerciaux et économiques de l'Union, comme sa stratégie Global Gateway au soutien du financement d'infrastructures soutenables, de manière mesurable et de sorte à montrer que la démocratie peut répondre aux aspirations des citoyens et assurer leur bien-être.
8. Œuvrer pour la protection de l'intégrité électorale dans le monde, notamment en renouvelant les lignes directrices de l'Union en matière de soutien électoral et de renforcement de l'observation électorale.
9. Placer la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux au premier rang des préoccupations de l'Union dans sa campagne d'élargissement actuelle (« priorité aux fondamentaux »), ce mécanisme étant le plus efficace et le plus éprouvé pour accélérer les négociations d'adhésion et contribuer à un débat factuel sur l'élargissement.
10. Consacrer plus de ressources aux programmes et au personnel œuvrant pour la démocratie et l'espace civique, tant dans le voisinage immédiat de l'Union qu'au niveau mondial, par principe et parce qu'un monde plus démocratique sert les intérêts plus larges de l'Union en matière de sécurité, de commerce et de migration.

Avec ces 10 priorités, nous appelons les futures autorités du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne à profiter de ces élections européennes pour défendre et soutenir la démocratie en tant qu'élément intrinsèque de l'Union et de sa raison d'être. C'est en mettant en pratique ses valeurs fondamentales que l'Union conservera sa crédibilité en tant que fervent défenseur de la démocratie dans le monde.